

GE_GERICHTE CAPH/72/2015 vom 13. Januar 2015

GE Cour de justice, 2015-01-13, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_CAPH_72_2015

FR: GE_GERICHTE CAPH/72/2015 du 13 janvier 2015

IT: GE_GERICHTE CAPH/72/2015 del 13 gennaio 2015

Erwägungen

E. 1

La décision ordonnant la suspension de la cause est une mesure d'instruction qui peut, conformément à l'art. 126 al. 2 CPC, faire l'objet du recours de l'art. 319 let. b ch. 1 CPC (GSCHWEND/BORNATICO, in Basler Kommentar, Schweizerische Zivilprozessordnung, SPÜHLER et al. [éd.], 2ème éd., 2013, n. 17a ad art. 126 CPC).

- 5/8 -

C/6805/2012-4 Le recours, écrit et motivé, doit être introduit dans les dix jours à compter de la notification de la décision motivée (art. 321 al. 2 CPC; ACJC 1339/2014 du 7 novembre 2014). En l'occurrence, le présent recours, qui respecte les dispositions précitées, est recevable.

E. 2

Le requérant reproche au Tribunal d'avoir ordonné la suspension de la présente procédure sans disposer d'éléments suffisants pour ce faire, d'avoir considéré que le principe de célérité ne serait pas violé en l'occurrence, de ne pas avoir respecté la maxime des débats, et de ne pas avoir indiqué précisément les voies et délais de recours contre sa décision.

E. 2.1

L'art. 126 CPC prévoit que le Tribunal peut ordonner la suspension de la procédure si des motifs d'opportunité le commandent. La procédure peut notamment être suspendue lorsque la décision dépend du sort d'un autre procès.

L'art. 126 CPC confère un large pouvoir d'appréciation au juge (WEBER, KuKo- ZPO, 2010, n. 2 ad art. 126). La suspension est l'exception et doit céder le pas au principe de la célérité en cas de doute (arrêt du Tribunal fédéral 5A_429/2011 du 9 août 2011 consid. 3.4.2; STAEHELIN, Kommentar zur schweizerischen Zivil- prozessordnung, 2013, n. 4 ad art. 126). Elle doit en effet être compatible avec le droit constitutionnel prévu à l'art. 29 al.1 Cst. d'obtenir un jugement dans un délai raisonnable (HALDY, in Code de procédure civile commenté, 2011, n. 6 ad art. 126 CPC; arrêt du Tribunal fédéral 5A_773/2012 du 31 janvier 2013 consid. 4.2.2). L'art. 29 al. 1 Cst. dispose que toute personne a droit, dans une procédure judiciaire ou administrative, à ce que sa cause soit traitée équitablement et jugée dans un délai raisonnable. A l'instar de l'art. 6 § 1 CEDH - qui n'offre, à cet égard, pas une protection plus étendue -, cette disposition consacre le principe de la célérité, autrement dit prohibe le retard injustifié à statuer. Viole la garantie ainsi accordée l'autorité qui ne rend pas une décision qu'il lui incombe de prendre dans le délai prescrit par la loi ou dans un délai que la nature de l'affaire et les circonstances font apparaître comme raisonnable (ATF 130 I 312 consid. 5.1 p. 331 s.; 124 I 139 consid. 2c p. 141/142; 119 Ib 311 consid. 5 p. 323 ss et les références). Il faut se fonder à ce propos sur des éléments objectifs (ATF 103 V 190

consid. 3c p. 195).

E. 2.2

Du droit d'être entendu consacré par l'art. 29 al. 2 Cst découle le droit d'être informé sur tous les éléments de la procédure et de pouvoir s'exprimer à leur propos (ATF 133 I 110).

E. 2.3

La résiliation ordinaire du contrat de travail est abusive lorsqu'elle intervient dans l'une des situations énumérées à l'art. 336 al. 1 CO, lesquelles se rapportent aux motifs de la partie qui résilie. Cette disposition restreint, pour chaque

- 6/8 -

C/6805/2012-4 cocontractant, le droit de mettre unilatéralement fin au contrat (ATF 136 III 513 consid. 2.3; 132 III 115 consid. 2; 131 III 535 consid. 4.2). L'énumération de l'art. 336 al. 1 CO n'est d'ailleurs pas exhaustive et un abus du droit de résiliation peut se révéler aussi dans d'autres situations qui apparaissent comparables, par leur gravité, aux hypothèses expressément visées (ATF 136 III 513 *ibidem*; 132 III 115 consid. 2; 131 III 535 consid. 4). Il incombe en principe au travailleur d'apporter la preuve d'un motif abusif; le juge peut cependant présumer un abus lorsque le motif avancé par l'employeur semble mensonger et que celui-ci ne parvient pas à en apporter la confirmation (ATF 130 III 699 consid. 4.1 p. 702/703).

E. 2.4

En l'occurrence, le Tribunal a décidé l'apport de la procédure pénale dirigée contre le recourant, et a obtenu du Ministère public les pièces la composant. Il n'a pas porté ces éléments à la connaissance des parties, alors qu'il apparaît s'être, à tout le moins implicitement, fondé sur ceux-ci pour retenir que les faits visés par la procédure pénale seraient les mêmes que ceux à l'origine de la résiliation des rapports de travail. Ce faisant, il a violé l'art. 29 al. 2 Cst., de sorte que sa décision est viciée.

Par ailleurs, dans la présente procédure soumise à la maxime des débats (art. 55 al. 1, 247 al. 2 let. b ch. 2 CPC *a contrario*), l'intimée a allégué qu'elle avait mis fin, de manière ordinaire, au contrat de travail en raison de violations par le recourant de procédures internes. Le recourant soutient pour sa part que ce motif ne serait pas réel, et que son licenciement aurait été prononcé afin de faire échec à ses prétentions en versement d'un bonus et en remise d'actions. En vertu des principes rappelés ci-dessus, il lui incombe de réunir des indices suffisants pour faire apparaître la réalité de la raison qu'il avance, tandis que l'intimée doit faire la démonstration des faits relatifs au motif qu'elle a elle-même donné (et non des faits relevant d'une hypothétique commission d'infractions pénales dont elle n'a pas allégué l'existence, et qui ne constituent donc pas la raison du congé), soit en l'occurrence la violation de procédures internes. On ne discerne pas comment elle ne serait pas en mesure de le faire, ce qu'elle ne soutient d'ailleurs pas, au moyen de l'audition des témoins sollicitée, et des pièces qui lui ont permis de fonder sa décision de mettre fin aux rapports de travail. La circonstance que certaines de ces pièces figureraient également dans le dossier pénal – dont l'apport sur ce point est ainsi inutile – ne permet pas, à elle seule, de retenir que les faits visés par l'instruction pénale seraient identiques à ceux de la présente procédure. Au vu des éléments succincts communiqués par les parties, en particulier par le recourant qui n'a pas contesté que la procédure avait été ouverte des chefs de blanchiment d'argent, défaut de vigilance et corruption active d'agent public étranger, il n'y a pas lieu de

retenir que l'aspect de violation des procédures internes de B_____SA ferait l'objet de l'instruction conduite par le Ministère public.

- 7/8 -

C/6805/2012-4

La procédure pénale n'apparaît donc pas susceptible de révéler de fait pertinent pour l'issue de la présente cause, de sorte qu'il n'est pas opportun de la suspendre dans l'attente de cette procédure. La décision attaquée se révèle donc également contraire à l'art. 126 al. 1 CPC. Compte tenu de l'issue du présent recours, formé en temps utile et selon la voie de droit requise, il n'est pas nécessaire d'examiner les autres griefs du recourant. Les copies de titres de la procédure pénale, qui ont été obtenues en violation des droits procéduraux des parties et qui sont dépourvues de pertinence pour la présente cause, seront retirées du dossier.

E. 3

Les frais du recours seront arrêtés à 1'000 fr. (art. 39, 41, 68 RTFMC), couverts par l'avance déjà opérée. Ils seront supportés par l'intimée, qui succombe (art. 106 al. 1 CPC). Il n'est pas alloué de dépens (art. 22 LaCC). * * * * *

- 8/8 -

C/6805/2012-4 PAR CES MOTIFS, La Chambre des prud'hommes, groupe 4 : A la forme : Déclare recevable le recours formé le 26 janvier 2015 par A_____ contre la décision de suspension TRPH/6/2015 rendue par le Tribunal des prud'hommes le 13 janvier 2015. Au fond : Annule cette décision. Ordonne que les copies de pièces de la procédure P/_____ communiquées par le Ministère public le 8 octobre 2014 soient retirées du présent dossier. Déboute les parties de toutes autres conclusions de recours. Sur les frais : Arrête les frais du recours à 1'000 fr., couverts par l'avance déjà opérée, acquise à l'Etat de Genève. Les met à la charge de B_____SA. Condamne en conséquence B_____SA à rembourser 1'000 fr. à A_____. Siégeant : Madame Sylvie DROIN, présidente; Monsieur Michel BOHNENBLUST, juge employeur; Madame Christiane VERGARA-PIZZETTA, juge salariée; Madame Véronique BULUNDWE-LÉVY, greffière.

La présidente : Sylvie DROIN

La greffière : Véronique BULUNDWE-LÉVY

Indication des voies de recours et valeur litigieuse :

Conformément aux art. 72 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110), le présent arrêt peut être porté dans les trente jours qui suivent sa notification avec expédition complète (art. 100 al. 1 LTF) par-devant le Tribunal fédéral par la voie du recours en matière civile.

Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14.

Valeur litigieuse des conclusions pécuniaires au sens de la LTF supérieure ou égale à 15'000.- fr.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.